



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

17-31 August 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

Ntional news



Un fait divers s'invite dans la campagne

2013-08-20 09:50:00



Le DP demande une réforme de l'exécution des procédures disciplinaires

Le renvoi devant la justice de l'ancien directeur de l'école de police dans le cadre d'une affaire de faux et usage de faux relance le débat sur l'exécution des procédures disciplinaires au sein de la police.

Le ministre de l'Intérieur a indiqué hier, dans le cadre d'une réponse parlementaire, que le cadre de la police incriminé dans cette affaire n'a jusqu'à présent pas fait l'objet d'une sanction.

*De notre journaliste
Olivier Landini*

Le 18 juin dernier, la chambre du conseil de la Cour d'appel confirmait, dans une affaire de faux et usage de faux à l'école de police, le renvoi de l'ancien directeur de l'établissement et de deux anciens commissaires en chef (désormais en retraite) devant une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. En cause : des documents falsifiés qui auraient permis entre 2007 et 2009 à l'épouse de l'un des deux commissaires d'être rémunérée sur le budget de la police alors qu'elle effectuait des prestations en principe en tant qu'intervenante externe bénévole lors de formations données à l'école de police. Le détournement s'élèverait à 6 600 euros selon nos confrères de RTL.

Comme l'a confirmé hier le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Halsdorf, dans une réponse

parlementaire, l'ancien directeur de l'école de police n'a à ce jour pas été sanctionné disciplinairement et occupe toujours le poste de directeur du budget et de l'équipement au sein de la police. «Considérant cette affaire dans sa totalité, le directeur général (NDLR : de la police) a considéré une suspension comme disproportionnée», écrit notamment le ministre dans sa réponse.

Une décision incompréhensible

Une décision jugée toutefois incompréhensible par le député-maire de la capitale, Xavier Bettel (DP), à l'origine de l'interpellation parlementaire. «Je l'aurais au moins déplacé», s'insurge-t-il en pointant l'incongruité qui existe entre les fonctions qu'occupe actuellement le haut fonctionnaire (responsable entre autres du budget de la police) et les charges qui pèsent sur lui (faux et usage de faux).

«Vu de l'extérieur, les gens peuvent avoir l'impression que tout est fait pour que rien ne lui arrive», poursuit-il. Comme le révèle le ministre de l'Intérieur, l'ancien directeur de l'école de police semble en effet, à chaque fois, avoir échappé miraculeusement à toute sanction dans le cadre de cette affaire.

Une première sanction prononcée à son encontre par le directeur de la police et confirmée par le ministre il y a quelques années avait par la suite été annulée par le tribunal administratif pour des raisons procédurales. L'enquête avait été rouverte et une nouvelle sanction avait été prononcée. Mais la décision avait là encore été annulée pour des raisons de prescription des faits cette fois.

Sans remettre en question la bonne foi des autorités dans le cadre de cette affaire, Xavier Bettel estime néanmoins qu'une réforme de l'exécution des procédures disciplinaires au sein de la police permettrait de dissiper les suspicions que ce genre de faits divers peut susciter et qui contribue à l'image d'une justice fonctionnant à deux vitesses.

Selon le président du parti libéral – déjà en campagne électorale – c'est l'Inspection générale de la police (IGP) qui devrait être chargée à l'avenir de prononcer les sanctions à l'encontre des policiers et non plus le directeur général de la police. En outre, l'IGP devrait être dirigée impérativement par un magistrat.

SREL: la commission d'enquête se réunit une nouvelle fois à la rentrée

La commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'Etat luxembourgeois (SREL) se réunira le 15 septembre prochain.



Photo: Gerry Huberty

D'après la radio *100,7*, la commission d'enquête sur le SREL se réunira une nouvelle fois le 15 septembre à la demande de son rapporteur François Bausch (Déi Gréng).

Raison invoquée: des difficultés à appliquer les recommandations de la commission d'enquête concernant la réforme du Service de renseignement de l'Etat.

Les archives du service n'auraient toujours pas été rattachées aux archives nationales car aucun historien n'aurait été mandaté pour cette tâche jusqu'à présent.

De plus, les procédures disciplinaires demandées à l'encontre de certains membres du SREL n'auraient toujours pas été appliquées.

D'après François Bausch, il est grand temps de rattraper ce qui n'a pas été acté lors du dernier débat à la Chambre des députés le 10 juillet dernier. A savoir une motion, déposée par le LSAP, réclamant au gouvernement d'appliquer les recommandations de la commission d'enquête.

Le SREL attend la réforme

2013-08-27 10:11:00



La commission d'enquête sur le SREL va se réunir le 18 septembre. François Bausch (à d.) et Alex Bodry veulent en profiter pour faire avancer un dossier qui semble s'être endormi

François Bausch (déi gréng) ne lâche pas prise et Alex Bodry (LSAP) non plus. Les recommandations contenues dans le rapport sur le SREL doivent être suivies d'effets.

Ce n'est pas le cas pour l'instant puisque le ministère d'État, selon 100,7, n'a toujours rien fait. En attendant, de nouvelles réunions de la commission d'enquête parlementaire et de la commission de contrôle du SREL sont convoquées et ce n'est pas du goût de Gilles Roth, le chef de la fraction CSV, qui y voit des manœuvres politiques en pleine campagne électorale. De quoi agacer François Bausch.

*De notre journaliste
Geneviève Montaigu*

Tous les partis, sauf le CSV, ont voté en faveur du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les dysfonctionnements du Service de renseignement de l'État (SREL). C'est dire que l'opposition, avec les socialistes, partenaires de la coalition gouvernementale, réclamait des comptes au gouvernement et reconnaissait la responsabilité du Premier ministre, Jean-Claude Juncker, dans cette affaire qui a déclenché les élections anticipées du 20 octobre prochain.

Dans la presse nationale mais surtout internationale, on pouvait lire dès le lendemain que le gouvernement de Jean-Claude Juncker était démissionnaire, mais on sait depuis longtemps que c'était une erreur de le penser. Le gouvernement est bel et bien en place et travaille comme si rien ne s'était passé. «Les dysfonctionnements du SREL ne seraient plus qu'une bagatelle qu'il faut vite oublier», commente François Bausch, président de la commission de contrôle parlementaire du SREL et rapporteur de la commission d'enquête sur ce même service.

Le temps est compté

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel, comme le rapportent nos confrères du Tageblatt, a révélé qu'une contribution d'un pigiste du site internet de la fondation Konrad-Adenauer (www.kas.de) très critique envers Jean-Claude Juncker a été retirée de la toile dans la mesure où l'article concluait à la responsabilité du Premier ministre dans cette affaire et évoquait ses défaillances dans la gestion du dossier. La fondation, il est vrai, est liée au mouvement chrétien-démocrate, la CDU, que Jean-Claude Juncker soutient ardemment.

Mais ce qui irrite surtout François Bausch, c'est que les recommandations de la commission d'enquête ne sont toujours pas suivies d'effets. «C'est la raison pour laquelle nous avons convoqué une réunion de cette commission, toujours en place jusqu'au 6 octobre, date de la dissolution de la Chambre, afin d'en savoir plus», explique-t-il.

La seule action du gouvernement qui fonctionne tout à fait normalement a été d'adopter un arrêté grand-ducal le 26 juillet dernier, sur la gestion des données du SREL et sans consulter les députés de surcroît.

«On a l'impression que le gouvernement met du temps à mettre en place les recommandations», estime le chef de la fraction parlementaire des verts qui sait que le temps est compté car les mesures disciplinaires réclamées par les députés peuvent être frappées d'un délai de prescription.

L'autre raison de la colère de François Bausch reste l'attitude de Gilles Roth, chef de la fraction CSV au Parlement, qui accuse aussi bien Alex Bodry (LSAP) que François Bausch de faire de cette convocation un motif de campagne électorale. «C'est drôle de voir comment Gilles Roth interprète le contrôle parlementaire du gouvernement», poursuit François Bausch qui n'a pas franchement envie d'en rire. Il rappelle que le gouvernement a décidé de rester en place et qu'il était du rôle des députés d'en faire autant pour assurer son contrôle.

«Toutes les commissions parlementaires doivent fonctionner. La commission d'enquête est en place aussi longtemps que la plénière n'a pas décidé qu'elle a fini ses travaux et elle sera dissoute automatiquement le 6 octobre, trois semaines avant les élections», rappelle-t-il. Et il enfonce le clou en martelant que c'est bien le CSV qui a voulu ces élections anticipées en refusant d'adopter le rapport de la commission d'enquête.

«J'ai convoqué deux réunions de la commission de contrôle parlementaire du SREL, j'ai mis deux points à l'ordre du jour en rapport avec la NSA et les contrôles normaux que le SREL doit nous faire parvenir selon la loi. Je sais que les effectifs du SREL aimeraient que la réforme passe assez vite avec des nouvelles règles, car ils souhaitent travailler et ils ont un grand intérêt à ce que la réforme se fasse au plus vite», explique François Bausch.

International/regional news

Wort.lu

Publié le 25.08.13 17:27

La NSA a intercepté des communications cryptées de l'ONU

L'agence de sécurité américaine NSA a forcé l'accès au système de vidéo-conférence interne des Nations unies, a rapporté dimanche l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, citant des documents confidentiels de l'agence.



Photo: shutterstock

(AFP) - Cette interception de communications a engendré une «hausse spectaculaire de la quantité de données issues de téléconférences et permis de décrypter ces données», est-il écrit dans un document de la NSA cité par l'hebdomadaire.

L'agence, qui est depuis plusieurs mois au coeur des fuites de documents secrets par Edward Snowden révélant l'ampleur du système de surveillance des États-Unis, a pénétré dans le système de l'ONU pendant l'été 2012, selon le Spiegel. En trois semaines, le nombre de communications décryptées par ses services serait passé de 12 à 458.

L'hebdomadaire cite un autre rapport interne selon lequel la NSA aurait surpris les services secrets chinois en train d'espionner les communications des Nations unies en 2011.

Le Spiegel affirme également que la NSA surveillait l'Union européenne après son déménagement dans de nouveaux bureaux à New York en septembre 2012 et détenait des plans de ses locaux.

Des articles parus précédemment dans l'hebdomadaire allemand et le quotidien britannique The Guardian, s'appuyant sur des documents d'Edward Snowden, avaient détaillé comment la NSA avait pris pour cibles les bureaux de l'Union européenne à Bruxelles, la mission diplomatique de l'UE à Washington et la délégation de l'UE auprès des Nations unies à New York.

L'administration Obama tente depuis des semaines de défendre les programmes de surveillance des télécommunications menés par la NSA après les révélations fracassantes de l'ancien consultant américain Edward Snowden, aujourd'hui réfugié en Russie et recherché par Washington pour espionnage.

Les révélations sur le programme baptisé PRISM, qui permet d'intercepter des e-mails, conversations téléphoniques et recherches sur Internet, avaient suscité un grand émoi en Europe.

Do Frequent News Stories About 'Corruption' Signal Rising Corruption?



Bo Xilai (Image credit: AFP/Getty Images via @daylife)

Weekly, it seems, major news breaks about new corruption scandals or allegations. A few days ago, news came out about a U.S. government investigation into [JPMorgan Chase JPM +0.21%](#) and its hiring practices in China. At the same time, Chinese newspapers confirmed the date and location of a trial for a powerful former minister of commerce accused of corruption. Bo Xilai's trial begins today. Bo, a former communist party leader, member of the "princeling" class, and a son of one who fought side by side with Mao Zedong, has garnered major attention inside and outside China.

An interesting question develops: Do the frequency of these news stories reveal that corruption is on the rise? Prosecutions and media reports are not sufficient to answer that question. For almost two decades [Transparency International \(TI\)](#) has been leading the effort to measure corruption. TI began compiling its Corruption Perceptions Index a few years after the fall of the Berlin Wall and, in 1991, it began compiling a Bribe Payers Index.

Last month, it released another edition of its Global Corruption Barometer which is based on a survey of more than 114,000 people from 107 countries. [Gallup International](#) and WIN (Worldwide Independent Network of Market Research) collaborated with TI in this effort that shows a troubling picture: Corruption is on the rise and is affecting several of the institutions essential to building the rule of law of a free society.

Political parties rank as the worst offenders and are closely followed by law enforcement. The judiciary, the legislature, and government bureaucrats rank almost as badly. Over half (53 percent) the respondents believe that corruption increased over the past two years. In the U.S. 59 percent of the respondents believe corruption increased. All the major European countries also report an increase, including the U.K., where 65 percent of those surveyed answered that corruption increased or increased significantly.

Corruption, as any moral evil, or as a crime, has many causes. Economic freedom and capitalism are not among them. Unfortunately, those who fight and study corruption seldom focus on economic freedom as the best antidote.

Soon after Transparency International published its first index, three leading think tanks, [Freedom House](#), [Fraser Institute](#), and [The Heritage Foundation](#), released the first economic freedom indices. Faced with competition, Freedom House abandoned the project. The appearance of these indices made it possible to compare them with TI's Corruption Perception Index.

I began working with Eugenio Guzmán, a social scientist with training in statistical analysis, to review the literature and prepare an econometric study. Guzmán, at the time, was a recent graduate of the London School of [Economics](#) and is currently the dean of government studies at the Universidad del Desarrollo (Chile).

The correlations from the study showed that as economic freedom increased, corruption decreased. The first paper was published in 1997 by the [Centro de Estudios Públicos](#), a leading Chilean think tank, and showed a positive correlation coefficient of 0.72. The most recent correlation, using 2010-2012 data, shows a 0.63 for the combined 2010 Fraser-Heritage Index, and 0.59 for the 2012 Heritage index (see graph).

Our analysis showed that proliferation of economic regulations, arbitrary and discretionary enforcement, wide divergence between market and government prices, and other economic factors were major incentives to corruption. Anticorruption efforts that do not take economics into account are bound to fail.

After the 2008 crisis many governments answered with more regulation. Not surprisingly, TI's Global Corruption Barometer showed an increase in corruption. If our analysis is correct, corruption will continue to increase. In the U.S., the proliferation of laws and regulations, such as the ones mandated by Obamacare, create the perfect breeding ground for corruption.

Also troubling is the top-down immigration reform being discussed at the moment, with over 1,000 pages and more than 400 waivers. The discretionary power of the Consumer Financial Protection Bureau, in a field so regulated as banking, could also lead to arbitrary enforcement.

F.A. Hayek warned us that fashionable statist policies were leading us to a "road to serfdom." It is now unlikely that the new roads to serfdom will come from a return to the communism, or the fascism, of the past. They will likely come preceded by the road to corruption, where the morass of the regulatory web will be used to shackle enemies and reward friends.

Derek Carter, an economics, mathematics and finance major at the University of Alabama, conducted research for this article.



Tens of thousands of Filipinos protest "pork barrel" funds

By Rosemarie Francisco
MANILA | Mon Aug 26, 2013 7:44am EDT

(Reuters) - Tens of thousands of Filipinos angry at official corruption marched through the center of Manila and other cities to demand the abolition of a misused fund for legislators' pet projects, the biggest protest aimed at Benigno Aquino's government.

Aquino came to office in 2010 on a good governance and anti-corruption platform and consistently enjoys popularity ratings of more than 70 percent, but the Philippines remains one of the most corrupt countries in East Asia.

Protesters, responding to a call to wear white, converged on Manila's largest park angry at the misuse of "pork barrel" funds under the Priority Development Assistance Fund (PDAF).

The money is frequently channeled to projects solely to impress voters, though many have turned out to be non-existent.

Aquino said on Friday the government would plug leaks in the fund, an announcement appeared timed to preempt Monday's march, and a presidential spokesman said the protesters and government wanted the same thing.

"The message is clear - we are on the same side. We are against corruption," spokesman Edwin Lacierda told reporters.

But the protesters disagreed. Church and civic groups, health workers, students and entire families ignored Aquino's promise to overhaul the PDAF and called for its abolition.

"Just transfer the funds to department agencies delivering services," said Jun Bernardino, a quadriplegic who joined the march. "They are lawmakers, not service providers. Give the agencies enough budget to deliver the services the people need."

Police said around 60,000 protesters thronged Luneta Park, some wearing pig masks and headgear. Others carried banners saying "Scrap pork barrel" and "No to pork".

Organizers had hoped for a million to join the protest which is not expected to hurt Aquino's popularity.

Luis Antonio Cardinal Tagle, the charismatic archbishop of Manila who many thought a strong candidate to become pope during this year's Vatican conclave, joined the protest saying it was time for the government to show greatness.

About 5,000 left-wing rallyists took the protest to the nearby presidential palace while a few thousand stayed at the park waiting for a free concert organized by one of the protest groups. About 1,500 police were deployed, but no incidents were reported.

Civic groups called the protest after a state audit showed some lawmakers had funneled 10 billion pesos (\$226 million) in total to non-existent projects and groups under the previous government of Gloria Macapagal Arroyo, who has since been charged with plunder and electoral fraud.

PROCÈS EN ALLEMAGNE

27 août 2013 14:32; Act: 28.08.2013 10:12

L'ex-président allemand jugé pour trafic d'influence

Christian Wulff va comparaître devant la justice pour trafic d'influence dans une affaire qui l'avait contraint à démissionner l'an dernier, a annoncé un tribunal de Hanovre, mardi.



Le procès de Christian Wulff doit s'ouvrir le 1er novembre. (photo: AFP)

Christian Wulff, 54 ans, est le premier ancien président fédéral, un poste essentiellement honorifique, à être poursuivi en justice. Son procès doit s'ouvrir le 1er novembre. Il est accusé d'avoir laissé l'un de ses amis, un producteur de films, régler en partie une facture d'hôtel, en échange de son soutien pour un projet de film lorsqu'il dirigeait la région de Basse-Saxe (nord).

Le producteur en question, David Groenewold, est également poursuivi dans cette affaire pour avoir payé plus de 500 euros comprenant des nuits d'hôtel, des frais de babysitter et une visite à la Fête de la bière de Munich (sud), en 2008. Wulff, qui fut président de la région de Basse-Saxe de 2003 à 2010, n'a cessé d'affirmer qu'il avait ensuite remboursé son ami en liquide. Christian Wulff, président le plus jeune d'Allemagne, de juin 2010 à février 2012, risque au maximum trois ans de prison et une amende. Il avait dans un premier temps été soupçonné de prévarication, passible d'une peine de 5 ans de prison.

Au plus fort du scandale durant l'hiver 2012, il avait été soupçonné d'avoir accepté à plusieurs reprises des invitations dans des hôtels ou même d'avoir obtenu des conditions particulièrement favorables pour l'obtention d'un prêt lors de l'achat d'un bien immobilier. Ce sont aussi ses tentatives d'intimider la presse pour empêcher ces affaires d'éclater au grand jour qui avaient heurté l'opinion publique. Poussé à la démission, le 17 février 2012, après la levée de son immunité, Christian Wulff, membre du parti conservateur de la chancelière Angela Merkel, a été remplacé depuis par le pasteur protestant d'ex-RDA, Joachim Gauck. (*L'essentiel Online/*AFP)

Bankgeheimnis: Schweiz und USA einigen sich im Steuerstreit

Das heilige Schweizer Bankgeheimnis ist offenbar Vergangenheit: Die Eidgenossen haben sich nach Angaben des Finanzministeriums mit den USA auf eine Lösung des Steuerstreits geeinigt. Steuersündern drohen nun Strafen in Höhe von bis zu 50 Prozent ihrer Einlagen.



REUTERS

UBS (l.) und Credit Suisse in Zürich: Einigung im Steuerstreit

Washington/Zürich - Offensiver als jedes andere Land sind die USA in den vergangenen Jahren gegen die Steuerflucht ihrer Bürger in Richtung Schweiz vorgegangen. Unter dem Druck aus Übersee lockerten die Eidgenossen ihr lange heiliges **Bankgeheimnis** und erklärten sich grundsätzlich bereit, Kundendaten an die US-Behörden zu liefern. Im Juni **lehnte das Schweizer Parlament aber ein Gesetz ab**, das Banken erlaubt hätte, dem US-Justizministerium bis auf die Kundennamen praktisch alle Informationen über Geschäfte mit Amerikanern zu übergeben.

Nach Angaben des Schweizer Finanzministeriums haben sich beide Länder nun im Grundsatz geeinigt. Jetzt sollten letzte Einzelheiten geklärt und ein Beschluss ausgearbeitet werden. "Sobald die gemeinsame Erklärung mit den USA unterzeichnet ist, wird der Wortlaut der Regelung bekanntgegeben", teilte das Ministerium mit. Das Abkommen werde den Schweizer Instituten ermöglichen, den Streit innerhalb der bestehenden Rechtsordnung beizulegen.

Laut einem Bericht des Zürcher "Tages-Anzeigers" enthält das Abkommen Regelungen für schätzungsweise rund hundert Banken, die US-Konten führten, aber noch nicht im Visier der amerikanischen Behörden stehen. Banken, gegen die US-Behörden bereits wegen Beihilfe zu **Steuerhinterziehung** ermitteln - darunter Credit Suisse, Bank Julius Bär und die Kantonalbanken von Basel und Zürich - seien nur indirekt betroffen und müssten ihre Bußen individuell aushandeln.

Zu einem Abschluss kommen können diese Verhandlungen nach Angaben aus Bankenkreisen aber nur, wenn auch für die übrigen Institute eine Regelung vorliegt. Die Vereinbarung sieht laut "Tages-Anzeiger" vor, dass die Banken, gegen die kein Verfahren läuft, ihre US-Geschäfte gegenüber dem amerikanischen Justizministerium offenlegen und die Angaben auf eigene Kosten von Wirtschaftsprüfern bestätigen lassen. Auf Konten von US-Steuersündern sollen dann Bußen zwischen 20 und 50 Prozent der Einlagen fällig werden. Zudem sollen sie Namen mutmaßlicher US-Steuersünder im Rahmen von Amtshilfeverfahren ausliefern müssen.

Die Einzelheiten des Programms seien diese Woche dem Verwaltungsrat des Schweizer Bankenverbands vorgelegt und nach kontroversen Diskussionen schließlich akzeptiert worden, hieß es in der Zeitung. Die Schweizer Regierung werde die Vereinbarung in ihrer heutigen Sitzung beraten.

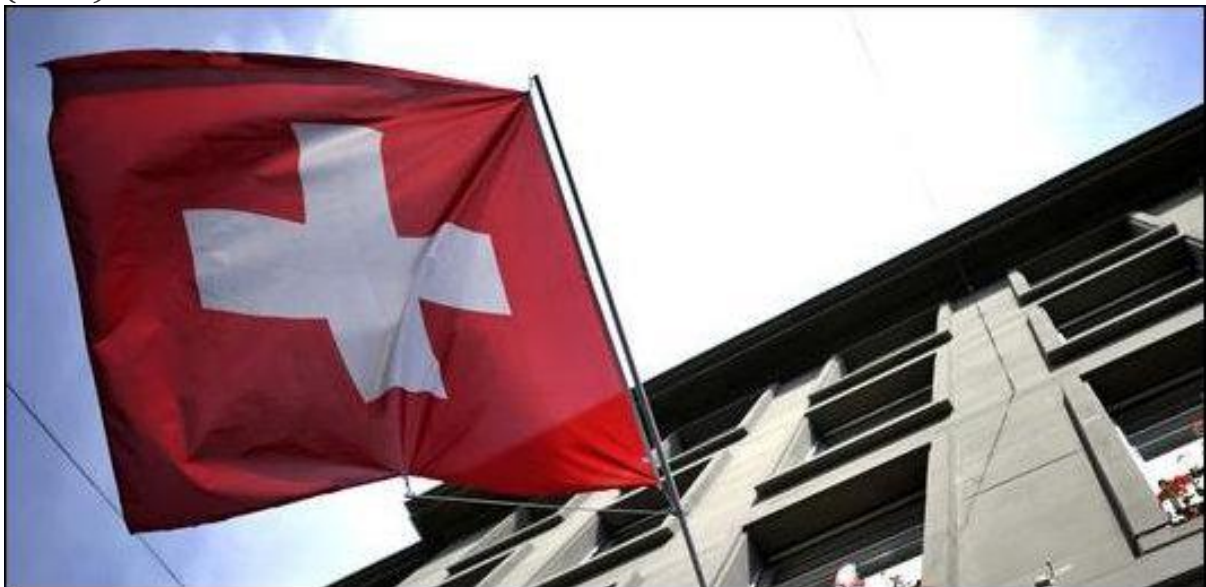
dab/Reuters

SUISSE

30 août 2013 08:38; Act: 30.08.2013 08:42

«De lourdes conséquences pour les banques»

Le programme fiscal conclu entre la Suisse et Washington pour régler la question des avoirs américains non-déclarés déposés dans les banques suisses, inquiète l'Association suisse des banquiers (ASB).



Depuis plusieurs années, Washington soupçonne des banques suisses de continuer à favoriser l'évasion fiscale de ressortissants américains. (AFP)

«Le programme aura de lourdes conséquences pour les banques en Suisse, les amendes infligées notamment sont à la limite de l'acceptable sur le plan juridique et du supportable sur le plan économique», indique l'Association suisse. L'ASB reconnaît cependant que «cette solution est la seule pour les banques qui soit à même de résoudre définitivement les problèmes juridiques avec les États-Unis et d'assurer la sécurité juridique». Les États-Unis ont publié jeudi les termes de l'accord qui permettent aux banques suisses d'échapper à des poursuites pour évasion fiscale en payant des pénalités et en livrant des informations sur leurs clients.

Ce programme n'est «ouvert qu'aux banques qui ne font pas actuellement l'objet d'une enquête pénale (...) pour leurs activités offshore», écrit le département de la Justice dans un communiqué publié sur son site. Le ministère ne cite aucun établissement mais dit «enquêter activement» sur les activités en Suisse de 14 institutions financières. Depuis plusieurs années, Washington soupçonne des banques suisses de continuer à favoriser l'évasion fiscale de ressortissants

américains, en dépit de la condamnation d'UBS en 2009 aux États-Unis à une amende record de 780 millions de dollars.

Lourdes amendes

Aux termes du programme, les banques devront payer des pénalités équivalentes à 20% de la valeur des avoirs américains non déclarés détenus au 1er août 2008. L'amende passe à 30% si les comptes ont été ouverts entre cette date et février 2009 et grimpe à 50% après cette échéance, a détaillé le ministère dans son communiqué. Les banques devront également dévoiler «intégralement» leurs activités transfrontalières, fournir des informations détaillées sur les comptes dans lesquels des Américains «ont des intérêts» et communiquer le nom des autres banques ayant participé à ces pratiques, ajoute le ministère.

«Ce programme nous donnera accès à des informations supplémentaires pour poursuivre ceux qui ont détenu des comptes offshore et ceux qui, ici et à l'étranger, ont ouvert ces comptes et facilité leur utilisation», a déclaré le procureur général adjoint James Cole, cité dans le communiqué. Le nombre de banques éventuellement concernées par ce programme n'est pas indiqué.

(L'essentiel Online/AFP)